

Arrondissement de Dieppe Est

Type de réunion

Réunion d'école publique

Question N° 5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Les programmes définissent déjà les connaissances et compétences.

Les enseignements couvrent trop de domaines.

Il faudrait recentrer sur des acquisitions de base (lire, écrire, compter).

L'école devrait être un transmetteur de savoirs.

Faut-il « tout apprendre ». Il faudrait des apprentissages basiques et des enseignements optionnels.

Un grand nombre de choses apprises (exemple : les dates en histoire) ne servent à rien dans le monde professionnel.

Il est important que les enfants sachent réfléchir et raisonner. Il faut qu'ils puissent expérimenter, comparer, faire des hypothèses.

La 6^{ième} devrait prendre en compte les différences d'intérêt des élèves : des voies plus

« intellectuelles » et d'autres plus « manuelles ».

Les jeunes sont saturés de l'école. Les acquis professionnels, leur expérience dans le monde du travail leur permettent d'évoluer.

Il y a trop de matières enseignées alors que la durée est la même. Cela entraîne moins de travail sur les fondamentaux. L'enseignement de l'anglais est-il utile alors que les enfants ne maîtrisent pas le français ?

L'anglais devrait être appris dès la maternelle. Les difficultés des Français pour les langues étrangères reposent sur le manque de moyens humains et sur la médiocre compétence des enseignants de l'école élémentaire. Les enseignants ne peuvent pas être « bons » dans tous les domaines.

Aujourd'hui, l'école laisse les enfants apprendre à leur rythme. Les parents n'ont plus de repères.

Il n'y a plus de redoublement. Les enfants passent au cours supérieur alors qu'ils n'ont pas acquis les connaissances du cycle précédent. Il est effarant que de nombreux élèves ne sachent pas lire à l'entrée en 6^{ième}.

L'école manque de moyens humains et matériels. Pour aider les élèves en difficulté, il faudrait plus de personnel. Développer une pédagogie basée sur de l'expérimentation demande des effectifs d'élèves réduits. Le plan de prévention de l'illettrisme est intéressant, mais s'il reste à l'état expérimental, il n'aura servi à rien. Ce plan devrait être généralisé.

Les écoles ne sont plus égales. Les communes riches peuvent mettre à disposition des moyens que d'autres n'ont pas. Il faudrait que l'état s'engage plus dans le financement matériel des écoles dans un but de plus grande égalité. Les perspectives actuelles sont très inquiétantes à ce sujet.

Les moyens donnés ont un coût qui est financé par l'impôt. Jusqu'où est-on capable d'aller pour financer l'école ?

Question N° 9 : Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

Il ne faut pas trop évaluer.

Il ne faut pas sanctionner les erreurs mais plutôt positiver les réussites

Il faut que les élèves soient conscients de leurs erreurs. Le terme de sanction est mal adapté.

Les résultats n'étaient pas meilleurs quand la notation était généralisée. Ce serait un retour en arrière que de revenir aux notes.

Les enseignants savent évaluer les élèves.

Question N° 12 : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Les parents ne sont pas des enseignants.

Les parents ne sont pas forcément disponibles pour faire apprendre des choses à leurs enfants.

Les parents doivent jouer un rôle dans la transmission d'un « plaisir d'apprendre ». Ils doivent simplement manifester de l'intérêt aux apprentissages de leurs enfants.

Les parents peuvent aider dans les apprentissages. Il suffit d'en avoir la volonté.

Les parents doivent avoir un regard positif sur l'école. S'il y a des tensions, elles rejouent sur l'enfant qui est mis en difficulté.

Il est important que les parents et les enseignants communiquent.

L'école manque de lisibilité. Les parents ne comprennent pas ou n'approuvent pas toujours les méthodes employées. Les parents n'étant pas formés, il y a risque, en cas d'intervention d'arriver à des contradictions.

Les parents souhaitent qu'il y ait des devoirs à la maison.

Les devoirs sont inégaux. Certains parents peuvent aider, d'autres pas.

Tous les enfants ne sont pas logés à la même enseigne : certaines communes, mais pas toutes, disposent de structures péri-scolaires qui peuvent venir en aide.

La réussite d'un enfant repose sur un travail où de nombreuses personnes interviennent (parents, enseignants, sport, activités culturelles). Elle ne repose pas que sur les épaules des enseignants.

Les associations ont un rôle à jouer.

Les associations sportives sont plus « faibles » que des associations d'autre type.

Malgré leur intérêt, les associations sportives ont un but de « recrutement ».

Il faut diversifier les offres. L'intérêt d'un enfant est très fugace et changeant.

Quel est le rôle de l'état dans l'aide au fonctionnement d'associations culturelles ? Il devrait davantage soutenir ce type d'association. C'est une injustice financière : l'inscription dans un club de foot est beaucoup moins chère que dans une école de musique. Les familles ne peuvent pas assumer financièrement leurs choix.

Les associations de parents d'élèves n'ont que peu d'impact. Combien de parents lisent les comptes rendus des conseils d'école ? Ces associations manquent de moyens pour une diffusion plus large.

Question N° 1 : Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

La laïcité est le respect de la liberté de croyance de chacun. Il doit y avoir des règles communes.

La laïcité est en danger. Le retour à des valeurs religieuses et sa traduction en écoles communautaires est très dangereux. L'école doit rester un lieu de respect de tous.

Pourtant, l'état finance les écoles privées !

Tous les enfants doivent avoir les mêmes chances.

Cette égalité dans les faits, n'existe pas.

Les difficultés liées à l'actualité ne doivent pas être généralisées. Il y a très peu de difficultés au regard du nombre de choses qui se passent bien. Les solutions doivent être trouvées dans le dialogue. L'exclusion peut renforcer la non intégration et risque de développer les extrémismes.

Ne doit-on pas revenir à des séquences de morale ? Cela permettrait une réflexion.

L'éducation Nationale doit rester un service public national. Les écoles ne doivent pas devenir régionales ou locales. Il y a risque de dérive inégalitaire.

Remarques complémentaires sur le débat.

Les débats sont restés très courtois, dans le respect de la libre expression de chacun.

Il a été regretté le manque de participation en nombre des parents.

Il a été regretté la précipitation dans laquelle se sont préparés et organisés les débats. Les parents auraient aimé être associés.

L'information sur ces réunions s'est faite de manière diverse.

Le temps de débat est trop court pour travailler de la maternelle à l'université.

Le débat ne servira-t-il pas d'alibi pour des réformes futures ?

Trois priorités pour l'Ecole.

Recentrer les apprentissages sur des acquisitions de base.

Donner des moyens supplémentaires à l'école pour mieux aider les enfants en difficulté.

L'école doit rester égalitaire. Pour cela, l'état doit davantage s'engager pour compenser les inégalités financières des collectivités locales et des associations.